
Pour la grève générale européenne !

Dans toute l'Europe, les gouvernements, qu'ils soient de « gauche » ou de « droite », ont lancé une série de contre-réformes qui visent à faire payer la crise aux travailleuses et aux travailleurs et qui constituent autant de reculs du droit du travail et des droits sociaux : réduction des salaires, suppression des postes de fonctionnaires, précarisation des emplois, augmentation des impôts indirects (TVA, essence, etc.), report de l'âge de la retraite, coupes dans la protection sociale...

Une politique de rigueur inique a ainsi imposé au peuple grec une hausse de 2 points de la TVA, une baisse de près de 15% des salaires des fonctionnaires et des pensions civiles, ainsi qu'un allongement du temps de travail (40 annuités, jusqu'à 65 ans) ; en Italie, le gouvernement de Berlusconi a bloqué pour trois ans le salaire des fonctionnaires et a réduit de 10% les budgets des ministères et les aides aux collectivités territoriales ; et c'est la même chanson en Espagne, au Portugal, en France et en Grande Bretagne, où la réforme du prétendu "État Providence" prévoit de repousser l'âge de départ à la retraite à 66 ans, de supprimer les allocations familiales universelles et 490 000 postes de fonctionnaires. À l'Est, la situation n'est pas différente: le peuple roumain s'est vu imposer une baisse de 25% des salaires et de 15% des retraites.

Toutes ces contre-réformes visent à réduire le déficit des États européens par la réduction des dépenses publiques. Ce déficit n'est cependant pas dû à l'excès de ces dépenses, mais au manque de revenus causé par la massivité du chômage, la faiblesse des salaires et la baisse continue des taxes sur les transactions financières et les revenus du capital. L'argent, il faut le prendre où il se trouve: dans les caisses du patronat et des financiers !

Il faut augmenter les salaires, interdire les licenciements, socialiser les moyens de production, développer les services publics. En un mot, il faut partager les richesses équitablement! Face à l'offensive des patrons, de leurs gouvernements de tous bords, de leur Union Européenne et de leur FMI pour imposer aux travailleuses et aux travailleurs des politiques d'austérité et de régression sociale, des mobilisations populaires sont nées et se développent encore dans toute l'Europe.

En Grèce, ce ne sont pas moins de six grèves générales qui se sont succédé au printemps 2010 ; l'Italie connaît une vague de grèves interprofessionnelles (25 juin et 27 novembre) et sectorielles (dans la métallurgie, le 16 octobre); l'Espagne a elle aussi été paralysée par la grève générale le 29 septembre, jour de l'appel des syndicats européens ; la Roumanie a été secouée par une grève générale illimitée au mois de juin; et l'Angleterre vient d'entrer dans la danse. Mais si les échanges commerciaux et financiers ne connaissent plus de frontières en Europe, les luttes sociales souffrent encore du nombrilisme national des organisations syndicales.

Face au capitalisme mondial, la lutte doit être internationale !